
Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*

Seuil, Paris, 2007, 148 p.

Mathieu Charbonneau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/613>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.613](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.613)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Mathieu Charbonneau, « Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète* », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 36 | 2007, mis en ligne le 01 octobre 2007, consulté le 21 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/613> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.613>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*

Seuil, Paris, 2007, 148 p.

Mathieu Charbonneau

RÉFÉRENCE

Kempf, Hervé, *Comment les riches détruisent la planète*. Seuil, Paris, 2007, 148 pp.

« Sans doute ne connaissez-vous pas Thorstein Veblen. C'est normal. Ce qui ne l'est pas, c'est que beaucoup d'économistes le méconnaissent également. » - Hervé Kempf

- 1 Dans les sociétés capitalistes avancées, la fonction sociale du journaliste semble de plus en plus se résumer au maintien de l'ordre établi. Spécialiste du fait-divers, du scoop sensationnel, et de l'art d'éviter les débats fondamentaux, la communauté journalistique est souvent piégée dans l'engrenage de l'économie capitaliste, là où les jeux d'intérêts dictent les lignes éditoriales. Le journaliste français Hervé Kempf, qui s'intéresse à l'écologie depuis une vingtaine d'année déjà dans des publications comme *Le Courrier international*, *La recherche*, et maintenant *le Monde*, est toutefois un rare exemple d'un journaliste capable de prendre position contre les idées reçues. Avec son dernier ouvrage intitulé *Comment les riches détruisent la planète*, Kempf se démarque radicalement de la mouvance environnementaliste dominante en démontrant l'interdépendance des crises écologiques et sociales. S'il se réfère par moments à Saint Augustin, Alexis de Tocqueville et Hans Jonas, c'est toutefois chez Thorstein Veblen et sa *Théorie de la classe de loisir* (1899) que le journaliste français puise le cœur de son argumentaire. Voici donc comment, pour Hervé Kempf, l'oligarchie mondiale conduit la planète, et *a fortiori* l'humanité, vers la catastrophe.
- 2 Comme pour convaincre les derniers sceptiques, Kempf administre longuement la preuve grâce à de nombreux arguments empiriques. Il s'applique en effet, sur près de la moitié de son essai, à prouver et à illustrer la gravité des crises écologique et sociale. Kempf débute donc par la présentation d'une panoplie de faits et de données illustrant

le caractère bien réel du réchauffement climatique, de la crise de la biodiversité et de la pollution générale des écosystèmes ; il insiste sur le fait qu'il ne s'agit que de trois dimensions du même problème qu'est la crise écologique globale, et que la science isole pour mieux les saisir. Évitant les détours inutiles en affirmant que « la crise écologique est due à l'activité humaine, donc au système économique actuel » (page 28), Kempf présente même des scénarios potentiels en fonction de la croissance économique des puissances émergentes que sont la Chine et l'Inde (pic pétrolier, problème de l'eau, etc.). Par la suite, le journaliste français aborde la question de la crise sociale. On en apprend principalement sur la pauvreté mondiale et sur son « retour » dans les pays du centre. Mais c'est surtout l'inégalité et son accentuation qui intéressent Kempf. Comme il explique, « il n'y a pas de lien obligé entre pauvreté et inégalité. Mais de nos jours, poursuit-il, la pauvreté s'étend comme le reflet de l'augmentation des inégalités, tant à l'intérieur des sociétés qu'entre les groupes de nations » (page 48). Hervé Kempf introduit alors un concept original, celui de « conditions environnementales d'existence ». Étant relégués aux bidonvilles, aux quartiers insalubres et vulnérables (pensons à la Nouvelle-Orléans), aux abords des usines et des décharges, les pauvres seraient les premiers à subir les contrecoups de la crise écologique. Bref, il en vient à un constat clair : il faut « comprendre que crise écologique et crise sociale sont les deux facettes d'un même désastre. Et que ce désastre est mis en œuvre par un système de pouvoir qui n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes » (page 37).

- 3 Kempf se propose ensuite de décrire cette oligarchie mondiale, dirigeant le nouveau capitalisme globalisé, et par lequel elle tire ses énormes salaires, ses *stock option* et ses « primes de départ ». On voit par exemple qu'à l'échelle de la planète, de 1985 à 2002, le nombre de milliardaires est passé de 140 à 476 selon *Forbes* (page 62). De plus, le Programme des Nations Unies pour le développement rappelle que « le revenu des 500 personnes les plus riches du monde est supérieur à celui des 416 millions les plus pauvres » (*idem.*). Qu'elles soient aux commandes des multinationales, des *hedge funds* les plus performants, ou dans les paradis fiscaux les plus laxistes, il s'agit de classes s'isolant progressivement de la société, dont les plus riches formeraient une aristocratie nouveau genre que Kempf qualifie d'« hyper-riches », et qui, selon le journaliste, veillent bien sûr efficacement à leur propre reproduction. « Naturellement », faire plusieurs millions voire plusieurs milliards de revenu annuel implique des habitudes de consommations plutôt éloignées de celles des classes moyennes et pauvres. Hervé Kempf dresse ainsi une liste d'exemples de styles de vie extravagants ; une voiture à 720 000 \$, un bateau à 300 millions \$, un *jet privé* « écologique », un voyage dans l'espace à 100 000\$, un sous-marin de luxe privé, etc.
- 4 Mais c'est comme pivot de l'argumentation, lorsqu'il démontre précisément « comment l'oligarchie exacerbe la crise écologique » (chapitre IV), que la théorie veblénienne s'avère une arme redoutable pour Kempf. En fait, à l'inverse de la théorie économique classique, Veblen postule la finitude des besoins. Ainsi, la production pouvant être suffisante, il s'agit de se questionner sur les motivations et les normes de consommation. Comme nous le rappelle Kempf, pour Veblen, l'action économique dans les sociétés capitalistes est régie par la « tendance à l'émulation », chaque classe ayant comme modèle de consommation celle qui la précède immédiatement dans « l'échelle sociale ». Dans ce cadre, la distinction sociale passerait par « une consommation ostentatoire et [donc] un gaspillage généralisé » (page 77) dès lors que la possession matérielle vise précisément la différenciation entre statuts, plutôt qu'un quelconque

« besoin ». Et c'est justement cette « rivalité ostentatoire », dans sa logique de distinction, qui pousse simultanément le couple *production-consommation* au-delà du seuil de la nécessité. Kempf nous indique enfin que Veblen, il y a plus de 100 ans déjà, notait que la « classe de loisir », celle des plus riches, constituait la source des habitudes de consommation et du gaspillage puisque finissant par imposer ses normes en tant qu'idéal à pratiquement toutes les classes inférieures.

- 5 Au XXI^e siècle, nous dit Kempf, au sommet de la structure de classe résiderait la « nomenklatura capitaliste », dont fait partie la « caste d'hyper-riches ». Celle-ci serait en réalité l'inspiration de celle-là et formerait l'oligarchie, c'est-à-dire le moteur de l'effet de compétition ostentatoire ; « la nomenklatura capitaliste adopte les canons de la consommation somptuaire des hyper-riches, et les diffuse vers les classes moyennes, qui les reproduisent à la mesure de leurs moyens, imitées elles-mêmes par les classes populaires et pauvres » (page 82). D'ailleurs, Kempf actualise encore davantage Veblen en ajoutant que l'on peut dorénavant étendre le processus d'imitation ostentatoire à l'échelle du globe en raison de la mondialisation de certaines normes culturelles, les oligarchies locales ayant tendance à reproduire les habitudes de vie des castes hyper-riches dominantes, soit actuellement celle des États-Unis.
- 6 En somme, Hervé Kempf développe un solide argumentaire discréditant l'idée de croissance, démarche qui le conduit à prescrire la décroissance matérielle. Critiquant les adeptes du « développement durable », il formule également quelques propositions normatives, comme la taxation des groupes agissant comme référant en matière de consommation (la nomenklatura capitaliste) et le RMA (« revenu maximal admissible »), le tout dans l'optique de « changer les standards culturels de la consommation ostentatoire » (page 91), c'est-à-dire d'éviter le gaspillage généralisé, et d'instaurer un véritable État social. De plus, visiblement anti-capitaliste, Kempf nous met en garde contre la dérive sécuritaire des sociétés occidentales et particulièrement nord-américaines ; une nouvelle forme d'autoritarisme, ou de totalitarisme, risque de voir le jour du fait qu'à ses yeux, le capitalisme ne requiert désormais plus la démocratie. Plus encore, celle-ci constituerait une opposition fondamentale aux objectifs et intérêts mêmes de l'oligarchie en raison de son caractère contestataire des pouvoirs établis. C'est donc dire que Kempf parvient malgré tout à laisser le lecteur sur une note d'espoir et d'optimisme. Grâce à une intéressante documentation et à un langage à la fois savant et courant, il s'agit en bout de piste d'un exercice réussi. Qu'il soit trop alarmiste pour certains – devrions-nous dire réaliste ? –, une chose demeure : à en croire Hervé Kempf, la pensée de Thorstein Veblen n'aura peut-être jamais été autant d'actualité.

AUTEURS

MATHIEU CHARBONNEAU

Sociologie, UQAM